

## **L'Éthique et la Géopolitique comme principes unificateurs de l'Europe à la place du Marché**

par Pierre DEFRAIGNE

Directeur exécutif de la Fondation Madariaga-Collège d'Europe,  
 Directeur général honoraire à la Commission européenne

### **AVANT-PROPOS**

*La Civilisation commence lorsque des humains se rassemblent pour rendre grâces à Dieu, non pas comme un troupeau ou une foule, mais comme une communauté.*

*Et enseigner est le premier geste de civilisation. Il s'agit de transmettre à la génération suivante ce que nous savons du vrai, du bien et du beau.*

*Vous voici donc, pédagogues d'aujourd'hui, appartenant à la plus ancienne et la plus noble des professions. Et c'est un privilège pour moi ce matin d'enseigner aux enseignants, et quels enseignants! Car vous n'êtes pas des maîtres ordinaires, vous êtes des maîtres d'un rare lignage, celui de la Compagnie de Jésus, et en tant que tels, vous êtes les dépositaires d'un héritage précieux, d'un outil puissant pour se changer soi-même, pour changer l'Europe, pour changer le monde: la spiritualité Ignacienne.*

*Je suis convaincu que l'unification politique européenne, la tâche la plus urgente de notre génération, passera par sa Renaissance spirituelle. Et vous êtes sur la ligne de front: bien équipés, bien entraînés, prêts à fournir à la nouvelle génération non seulement des connaissances, mais aussi une force spirituelle pour faire face au monde «ad majorem Dei gloriam», pour la plus grande gloire de Dieu.*

*Pourquoi établir ce lien entre la Renaissance de l'Europe et la spiritualité Ignacienne? Parce qu'il s'agit de reprendre le contrôle du capitalisme de marché et de la technologie, les deux forces jumelles qui façonnent nos sociétés, et seule l'Europe peut le faire. Hors du contrôle par l'éthique et par la politique, ces forces pourraient détruire notre civilisation et réveiller la barbarie en Europe. Nous en avons fait l'expérience il y a 75 ans. Mais l'Europe n'est pas prête, car l'Europe jusqu'à présent a été confinée à une logique de marché. Renverser la vapeur et faire de l'humanisme le principal moteur de la construction européenne impose un sursaut moral et spirituel. Nous devons mobiliser toutes les ressources spirituelles et philosophiques de nos sociétés pluralistes et sécularisées pour abolir le culte de l'argent et pour rendre leur entière dignité à toutes les femmes et tous les hommes, de toutes les sociétés et de tous les pays.*

*Les chrétiens sont fondés à se porter en avant dans cette bataille parce qu'ils portent témoignage de l'Évangile qui exalte l'Amour comme première valeur individuelle et la Justice comme première valeur sociale. La spiritualité ignacienne fournit la force intérieure nécessaire pour changer la personne et ainsi changer le monde. La Renaissance de l'Europe par la victoire de l'Esprit sur le marché comme principe unificateur de la construction européenne est en définitive l'objet principal de mon propos.*

## **TENDRE VERS UNE COMMUNAUTE DE DESTIN EUROPEENNE**

En l'espace de deux générations, nos sociétés européennes avancées ont été confrontées à une nouvelle période d'expansion radicale de deux puissantes forces: le capitalisme de marché et la technologie. Elles ont incarné la modernité en Occident pendant deux siècles et elles sont maintenant profondément imbriquées au sein d'un système qui transforme la connaissance en propriété privée et qui fait de la science un outil au bénéfice du profit et de l'accumulation de capital dans l'industrie et les services de haute technologie. Toutes deux façonnent nos économies qui sont devenues mondialisées et plus intensives en connaissance.

Cependant, leur impact sur la société est tel que leur combinaison donne naissance à un système qui, évoque les utopies totalitaristes, mais éclipse celles, dévastatrices, du XXème siècle: le communisme et le fascisme. Elles interrogent également le Christianisme de deux manières. D'un côté, le capitalisme, au travers de l'accumulation de bien-être et le consumérisme, fait du matérialisme et de l'individualisme les valeurs sociétales centrales. De l'autre, la technologie est supposée un jour fournir une réponse à tout problème pratique ou philosophique auquel la nature humaine peut être confrontée. Par exemple, tôt ou tard, nous sommes censés trouver ce qui s'est passé dans la nanoseconde précédant le Big Bang et chaque maladie est censée avoir son traitement.

La société façonnée par ces forces jumelles est très différente des communautés rurales et des villes provinciales reliées uniquement par le chemin de fer qui prévalaient encore à travers l'Europe il y a seulement un siècle. Deux guerres ont mis fin au vieil ordre moral, politique et social qui assurait la suprématie de l'Europe sur le reste du monde. Mais le changement récent n'en est que plus dramatique dès lors qu'il n'est pas, cette fois, le produit de la guerre, mais un développement endogène du capitalisme de marché qui se globalise via la révolution des technologies de l'Information et de la Communication et des porte-conteneurs, et de la biotechnologie qui conduit en définitive une transformation de l'homme lui-même.

Pourtant, la guerre est toujours présente quelque part dans le monde d'aujourd'hui. La paix règne en surface, de sorte que les affaires continuent comme d'habitude, mais de nouvelles formes de violence accompagnent la transformation profonde de l'économie et de la société. D'abord, il y a une violence sociale croissante chez nous avec une classe moyenne inquiète au sujet de son statut et incertaine quant au futur de ses enfants, suite à la montée de la précarité et de la pauvreté au sein de la jeune génération. Ensuite, il y a la violence des ghettos des grandes villes, la délinquance un peu partout. Il y a surtout des guerres civiles en Afrique, les guerres religieuses au Moyen Orient et une guerre nationaliste en Ukraine, aux portes mêmes de l'Europe.

Cependant, il n'y a pas de raison d'être pessimiste. En effet de nouveaux bourgeois se développent. De nouveaux efforts sont entrepris partout par des individus ou par des groupes de personnes qui utilisent le formidable potentiel du web pour innover et expérimenter de nouvelles attitudes, de nouvelles conduites au travers de communautés vertes, d'entrepreneuriat social, d'habitat participatif et de *crowdfunding*<sup>1</sup>. Un nouveau monde surgit déjà des cendres de l'ancien. Car la vie l'emporte toujours.

Mais il nous faut déchiffrer ce nœud complexe de problèmes dans lequel l'Europe est empêtrée et avec lequel elle doit interagir. Nous envisageons ensuite la question clé d'une communauté de destin pour l'Europe dont le principe unificateur ne peut plus être le marché, mais l'éthique et la géopolitique.

## I. L'EUROPE EXPOSEE A TROIS CHOCS MAJEURS

En fait, l'Europe est sous le coup de trois transformations en cours qui prennent la forme de trois crises d'une magnitude et d'une vitesse jamais atteintes par le passé, parce que le monde est devenu plus interdépendant, plus interconnecté et plus exposé au flot croissant des innovations technologiques. Celles-ci sont moins radicales que l'invention de la roue, de la machine à vapeur ou de l'électricité, mais le développement technologique est de nos jours constant et prolifique. Il est dès lors judicieux de parler de **trois chocs**.

- 1) **Le premier est la mondialisation**, qui a été conduite par les forces de marché et par la technologie et rendue possible par des choix politiques tels que la libéralisation du commerce et des capitaux. La mondialisation de l'économie a été principalement le fait de firmes globales mettant en œuvre la chaîne globale de valeur ajoutée comme mode supérieur d'organisation de la production à l'échelle du monde aujourd'hui.

La mondialisation a apporté trois changements majeurs.

- (i) **La convergence Nord-Sud**, avec la montée des pays émergents (Brésil, Russie, Inde et Chine), fait pencher l'équilibre de l'économie mondiale en faveur de l'Asie, avec des conséquences importantes pour l'équilibre géopolitique. La Chine sera bientôt leader de l'économie mondiale (2025) et est en train de se constituer une '*Blue Navy*' pour protéger ses lignes

---

<sup>1</sup> Il s'agit de collecter par le net des capitaux à risque (actions) souvent à petite échelle

d'approvisionnement lorsque la course à l'énergie et aux matières premières se fera plus âpre au niveau mondial. Cela signifie que la Chine, ancienne puissance continentale, devient aussi une puissance maritime et donc une puissance globale. Comment réagissons-nous face à ce monde nouveau, sans doute plus équitable, mais aussi plus instable qui se construit? Par la voie d'une alliance des puissances établies, comme celle qui a mené à la guerre 14-18 ou par celle d'une régulation fondée sur le Droit telle qu'assurée à partir de 1944 par le système multilatéral de Bretton-Woods qui a préservé la paix entre les grandes nations pendant 75 ans? A travers la confrontation ou la négociation entre continents? Sommes-nous notamment prêts à permettre à la Chine une ascension pacifique et à partager ressources et marchés avec le Sud émergent?

**(ii) Le relatif déclin de l'hégémonie occidentale** et la perte de la rente qui y était attachée (monopole des emplois dans la manufacture et prix modérés de l'énergie, des matières premières et de la nourriture). Cette rente hégémonique était un pilier central du modèle social européen. Aujourd'hui, le marché du travail s'est globalisé au travers du commerce international et des délocalisations industrielles. Dans les pays avancés, cela représente une aubaine pour les professionnels de haut vol, mais une perte sévère pour les travailleurs non qualifiés dorénavant exposés à la concurrence du travail à bon marché des pays émergents et des pays pauvres. Dans ces nouvelles conditions économiques globales, sommes-nous en mesure d'assurer la pérennité de notre modèle social qui a été la marque de fabrique de l'Europe depuis les «Trente Glorieuses»? Pouvons-nous encore contenir et faire reculer les inégalités croissantes devant la mondialisation, entre les capitaux internationalement mobiles et les travailleurs scotchés à leurs territoires?

**(iii) L'abaissement du politique** résulte de la perte de contrôle des forces de marché global par les gouvernements locaux. Les multinationales répartissent l'investissement direct à travers la planète, créant et délocalisant des emplois, faisant leur shopping parmi les systèmes fiscaux, sociaux et environnementaux les moins exigeants. Comment les gouvernements peuvent-ils recouvrer la prééminence sur les forces de marché? Comment peuvent-ils assurer une redistribution équitable des revenus et du bien-être s'ils sont privés de leurs revenus de taxation par la compétition fiscale entre les pays et par les stratégies d'optimisation fiscale des grandes firmes et des super-riches? Comment les gouvernements peuvent-ils

éviter de se laisser instrumentaliser par les forces du marché au risque d'un affrontement entre des blocs continentaux commerciaux et monétaires?

**2) Le deuxième choc est celui de la crise systémique du capitalisme de marché occidental.**

- (i) L'origine principale de la crise réside dans l'inexorable logique du profit et de l'accumulation de capital qui est la marque du capitalisme. Elle a conduit:
- a. à des inégalités croissantes avec une tendance déflationniste dès lors que les pauvres dépensent et que les riches épargnent et éventuellement exportent leur surplus de capital
  - b. à l'hyper-financiarisation avec de la finance innovante au départ, mais qui s'est révélée de plus en plus prédatrice et déstabilisante
  - c) à la constitution d'une énorme dette publique et privée résultant de la combinaison de trois facteurs: la dérégulation financière excessive par les gouvernements, les comportements à haut risque des opérateurs (Minsky moment) et les politiques monétaires laxistes des banques centrales. Celles-ci constituent le premier cas d'aléa moral par lequel la puissance publique protège le marché, ici la Bourse, contre ses propres errements. Mais qui donc aurait osé éteindre le juke-box pendant que les opérateurs danseraient sur le plancher du Stock Exchange à l'été 2008?)

La crise financière de 2008 a laissé les ménages et les banques surendettés et a conduit à la croissance de la dette souveraine d'abord au travers du sauvetage des banques en 2008. «Trop grosses pour aller en faillite», elles constituent le deuxième cas d'aléa moral. Ensuite l'endettement des Etats s'est nourri du stimulus fiscal massif nécessaire pour éviter que la récession provoquée, en 2008-2009, par les ratés des marchés financiers et par des fautes de politique économique (la dérégulation financière de complaisance constitue le troisième cas d'aléa moral) ne se transforme en dépression.

Cette crise n'est pas encore finie: ainsi que le rapporte le Financial Times du 18 juillet 2014, la Banque des Règlements Internationaux nous rappelle que le fardeau de la dette totale est toujours en augmentation en Occident. La troisième récession depuis 2008 pourrait atteindre l'Eurozone cette année.

**(ii) Pourquoi parler d'une crise systémique?**

- a. Parce que le système est bloqué et ne peut plus générer de croissance, sa principale base de sa légitimité;

- b. Parce que des solutions par lesquelles les Etats se portent caution pour des banques en difficulté, vont à l'encontre du principe fondamental de la responsabilité patrimoniale des actionnaires dans un système capitaliste;
- c. Parce que, sans réformes systémiques et structurelles profondes, (régulation de la finance, partage du travail et réforme de la gouvernance des sociétés au travers d'un meilleur équilibre entre les actionnaires et les autres parties prenantes à l'entreprise) le capitalisme de marché occidental perdra, face au capitalisme d'Etat asiatique. Dans sa tentative désespérée de recouvrer sa compétitivité, il pourrait bien aussi se heurter de front à la société si un partage équitable du fardeau de l'ajustement structurel nécessaire ne se met pas en place entre les catégories sociales

Les Etats-membres de l'UE pourraient-ils simplement retrouver de la croissance en s'engageant dans une course à la compétitivité en réduisant les salaires et les transferts sociaux, ce qui constitue un biais intergénérationnel au profit des retraités et des rentiers et en défaveur des jeunes générations? L'Eurozone peut-elle, telle qu'elle est aujourd'hui, sans budget central pour contrebalancer la politique fédérale monétaire de la BCE et assurer une solidarité entre Etats, faire la différence et propulser l'Europe hors de la zone critique proche de la déflation? La réponse est un non franc et massif!

L'Eurozone s'est placée elle-même sous la tutelle de l'Allemagne, principal pays créancier. Or l'Allemagne mène l'Eurozone sur le sentier de la déflation en imposant l'austérité aux autres Etats Membres, tandis qu'elle-même refuse le relèvement de sa demande intérieure par des investissements publics et des hausses de salaires significatives. L'Eurozone doit se doter d'un budget central qui permette la mutualisation et restructuration de la dette, le financement de la défense commune, l'harmonisation des taxes sur les actifs financiers, et bien entendu la discipline budgétaire des Etats (règle d'or redéfinie).

### **(iii)Le troisième choc est écologique.**

La planète est une nouvelle fois confrontée au dilemme malthusien, mais qui se fait plus redoutable aujourd'hui malgré les marges de progrès technologique possibles. Il résulte de la croissance démographique combinée cette fois avec le fait nouveau de la convergence économique Nord-Sud d'une part, et des contraintes environnementales que ces dernières suscitent, telles le changement climatique et la rareté relative des ressources naturelles d'autre part. La destruction de l'environnement a déjà coûté des vies humaines par millions dans les régions les plus exposées du monde, y compris dans

les capitales polluées de la Chine ou d'Asie de l'Est et de certains pays occidentaux.

Un accord est requis d'urgence sur les questions relatives au climat, mais les chances vont à l'encontre un partage équitable et efficace des restrictions d'émission de CO<sub>2</sub> parce que d'abord les Etats-Unis donnent la priorité à l'«*American way of life*» et à leur compétitivité (gaz de schiste); ensuite, la Chine doit rattraper son retard (7.000 \$/habitant) et cela signifie que les chinois devront brûler davantage encore de charbon sulfureux malgré l'explosion des énergies renouvelables en Chine; enfin l'Europe est prête pour des réductions de CO<sub>2</sub> plus ambitieuses que prévu dans la nouvelle norme 40-27-27 pour 2030, mais elle ne peut pas le faire toute seule et elle doit encore répartir l'effort entre les 28.

## II. QU'EST-CE QUE L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI?

L'Union Européenne dispose de la dimension adéquate pour affronter ces trois chocs. Mais dispose-t-elle aussi de la capacité politique d'exploiter cette dimension? Car que représente exactement l'Union Européenne d'aujourd'hui?

Depuis un demi siècle, l'UE a été une source énorme de bienfaits pour les Européens: la liberté de circulation des personnes, des biens et des capitaux dans un marché ouvert et compétitif, une monnaie unique pour 18 Etats, un combat coordonné contre la pollution, des avancées majeures vers l'égalité de rémunération des hommes et des femmes, la protection des consommateurs et des fonds structurel significatifs pour accélérer la croissance dans les nouveaux Etats Membres qui, par l'élargissement, ont accédé au statut formel d'économies avancées et de démocraties.

Pourtant, en dépit de ces avancées majeures, l'UE se révèle aujourd'hui incapable de faire face à un chômage élevé et à des inégalités croissantes à l'intérieur de ses frontières, et de protéger les Européens contre les conflits nationalistes ou les menaces terroristes chez nos voisins Ukrainiens et au Moyen Orient.

L'Europe échoue parce qu'elle est à la fois schizophrène et hybride.

### 1) **Schizophrène**

L'Europe a développé un dédoublement de personnalité au début de la Guerre Froide qui fut la circonstance déterminante du mouvement originel vers l'intégration européenne.

Les Etats-Unis ont pris l'initiative de la stratégie d'endiguement qui a tenu en échec l'expansionnisme de l'Union Soviétique. Une division du travail fut alors décidée entre l'OTAN et la Communauté Economique Européenne en devenir.

L'OTAN (1949), sous la direction des Etats-Unis, fournirait un bouclier stratégique à l'Europe, éveillant en même temps un sentiment d'atlantisme qui vient brouiller l'identité propre des Européens. La CEE/UE de son côté assurerait l'intégration économique afin de favoriser la reconstruction et la croissance grâce à un marché commun européen. Dès le tout début, il était entendu que l'intégration européenne était un processus ouvert, basé sur l'hypothèse implicite qu'un jour tous les Etats Membres se mettraient d'accord sur un modèle social européen et sur la possibilité d'un fédéralisme européen, dans un futur pas trop lointain. Cette présomption a été longtemps partagée par la France et ses voisins, dont l'Allemagne qui, à l'époque, était encore divisée et donc un nain politique malgré son miracle économique. Pourtant, l'UE d'aujourd'hui est très différente du rêve des Pères fondateurs, dans lesquels je classe Jacques Delors qui peut être considéré comme appartenant à une seconde génération de Pères fondateurs. De facto, l'UE est devenue simplement un espace économique puisqu'elle est chargée d'assurer la croissance à travers un marché ouvert et compétitif, tandis que le bien-être et la redistribution des revenus relèvent des Etats Membres, d'où une compétition entre les systèmes sociaux et les systèmes fiscaux nationaux.

Sous l'influence Anglo-Saxonne, incarnée par l'engagement de Thatcher et de Reagan à subsidier l'économie, l'UE a en effet mis au point en 1992, grâce à l'action ambitieuse et déterminée de Jacques Delors, un Marché Unique où, à la fois, les entreprises et les gouvernements sont en compétition. Les gouvernements se battent pour attirer les investissements étrangers et empêcher la délocalisation des emplois à coup de compétition fiscale et sociale et de politiques nationales d'innovation. L'harmonisation des normes de protection et des standards de production se limite à l'environnement, à la santé et à la protection du consommateur. Mais la course au moins-disant prévaut pour la taxation des entreprises ou pour les conditions de travail et de salaire à travers la flexibilité et les dévaluations internes.

La vérité, c'est que l'UE a compté sur la dynamique des forces du marché pour progresser vers son unité politique. Dès le départ, sa seule rationalité a été économique, même si la rhétorique officielle



mettait l'accent sur la sauvegarde de la paix et la promotion d'une Europe sociale comme étant les vraies priorités européennes.

Aujourd'hui l'Europe se ramène essentiellement à un projet économique, avec peu d'implication du citoyen, en dépit de l'élection directe du Parlement européen depuis 1979. L'UE qui dispose de la dimension adéquate pour préserver l'efficacité de la démocratie en Europe, se place elle-même hors d'atteinte du citoyen parce qu'elle a, jusqu'à présent, échoué dans sa tentative de construire un vrai «*demos*» européen. La schizophrénie originelle entre marché et défense en est la cause principale, car elle empêche la perception d'une communauté de destin.

## 2) **Hybride**

L'UE est à la fois fédérale et intergouvernementale: fédérale avec la Banque Centrale Européenne (BCE) en charge de la politique monétaire de l'Eurozone, et intergouvernementale avec le Conseil Européen qui tranche les décisions importantes par consensus<sup>2</sup>. L'Eurozone qui constitue le cœur de l'Europe des 28, mélange ainsi le pouvoir supranational sur la monnaie, et l'autonomie de taxation (protocole Irlandais qui institutionnalise la concurrence fiscale ou Traité de Lisbonne), deux principes de politique économique incompatibles.

Quant à la politique étrangère européenne, elle est résolument intergouvernementale pour trois raisons: d'abord il n'y a pas de «*weltanschauung*»<sup>3</sup> commune, car la division est forte entre les Trois Grands (France, Allemagne, Royaume-Uni) avec d'un côté les vestiges du pouvoir géopolitique des anciens empires (France et Royaume-Uni) et de l'autre le mercantilisme de l'Allemagne réunifiée; ensuite il n'y a pas de défense commune; et enfin un consensus est nécessaire pour chaque position ou action commune, ce qui équivaut à un droit de veto pour chaque Etat Membre et donc au blocage interne ou au chantage de la part des grands partenaires extérieurs sur les Etats-membres les plus vulnérables.

L'UE a encore ajouté un nouveau degré de complexité avec la chute du Mur de Berlin en novembre 1989. L'élargissement de 2004 a été utilisé comme outil de stabilisation de l'Europe Centrale et de

---

<sup>2</sup> Bien que la nomination de Jean-Claude Juncker comme nouveau Président de la Commission Européenne s'est faite contre les souhaits de la Grande-Bretagne et de la Hongrie.

<sup>3</sup> Terme allemand désignant la conception de l'ordre du monde de chaque Etat selon sa sensibilité particulière

l'Europe de l'Est. L'élargissement constitue un développement juste et sensé, mais il n'a pas été accompagné par un approfondissement de l'intégration, ce qui affaiblit l'UE-28.

Deux traits saillants des nouveaux Etats Membres ont rendu les avancées ultérieures de l'intégration plus difficiles: premièrement, la méfiance des Etats anciennement communistes vis-à-vis de l'Etat (mouvement de pendule normal) et leur enthousiasme de néophyte pour le néolibéralisme (les marchés savent mieux et se régulent eux-mêmes) et deuxièmement, l'allégeance naturelle aux Etats-Unis qui les ont libérés de l'oppression soviétique.

L'Europe d'aujourd'hui est vaste, avec environ 500 millions d'habitants et un PIB de plus de 20% du PIB mondial. Mais elle est hétérogène en terme de langues, de niveaux de développement et d'histoire religieuse. Elle est de surcroît divisée, entre ses Etats Membres, sur des enjeux majeurs pour l'UE tels que le modèle social, les frontières à l'Est (Ukraine et Turquie dedans ou dehors), la forme de ses institutions définitives (fédérales ou intergouvernementales) et le degré d'autonomie stratégique vis-à-vis des USA.

Résultat? L'Europe est devenue un espace à plusieurs vitesses, avec l'Eurozone des 18 (18 Etats Membres), l'espace Schengen et l'Europe du Marché Unique (28 Etats Membres). Elle est impuissante devant la crise et devant les menaces extérieures pour sa sécurité.

Mais la leçon principale de ce demi-siècle d'intégration est très claire: le marché est un facteur d'unification tant que la croissance est là, mais le marché est un facteur de division lorsque la croissance s'arrête.

C'est pour cette raison que, ayant institué le marché comme pilote de son unité, l'Europe a besoin maintenant d'un principe alternatif d'unification.

### **III. L'Union Européenne en demande et en recherche d'«une communauté de destin»**

Ce dont l'Europe a besoin, c'est d'éveiller chez ses citoyens et à travers les frontières nationales, une perception claire d'une communauté de destin et une conscience politique propre, différente à la fois d'un vague sentiment Atlantiste et d'une forte identité nationale. L'idée est de construire un vrai *demos* européen sur une conscience européenne de manière à rendre la démocratie participative possible et effective au

niveau de l'UE. Une telle conscience européenne devrait bien sûr être une construction de la raison et de l'éthique, bien au-delà de la rationalité du Marché. Ici, l'Esprit est à l'œuvre.

Un sens de destinée commune repose sur deux piliers:

- un modèle de développement ou sociétal incarné par la monnaie commune et dont les buts sont d'assurer un équilibre entre la liberté et la justice; d'incorporer une préférence pour l'égalité entre les citoyens, qui est, selon Tocqueville, la condition pour qu'une démocratie soit efficace; et enfin de promouvoir un mode de développement durable intégrant le changement climatique et cohérent avec les besoins et les capacités du développement du reste du monde.
- une capacité stratégique autonome, ce qui signifie que l'Europe doit assumer la responsabilité de sa propre sécurité. C'est le prix de la liberté. Cela ne veut pas dire sortir de l'OTAN, mais viser, au sein de l'Alliance Atlantique, à une parité politique avec les Etats-Unis. L'Europe doit être capable d'influencer les USA autant que les USA influencent l'Europe. La parité politique entre Europe et Amérique rendrait à la fois l'UE et l'OTAN plus prévisibles.

## 1) La voie vers une destinée commune

L'écart entre l'option existante et une option souhaitable est énorme de nos jours.

D'une part, l'UE est, aujourd'hui, une coalition politique lâche, basée sur un marché unique et une monnaie unique, ce qui la ramène à un espace économique unifié où s'organise la compétition entre les entreprises et entre les gouvernements. Elle n'a en outre qu'une faible capacité de projection de puissance à l'extérieur. D'autre part, elle pourrait, demain, devenir une union politique à part entière, fermement ancrée sur les deux piliers que formeraient un modèle de développement commun et une capacité stratégique commune.

Comment assurer le passage d'une Europe «économique» faible à une Europe «politique» forte? Nous devons prendre comme point de départ de notre démarche, la paralysie auto-infligée de l'UE face à la

crise sociale rampante qui n'en finit pas, et à la montée de l'insécurité à ses portes et à l'émergence de puissances continentales nouvelles

L'UE ne peut assurer le peuple européen de la sécurité économique, face à des forces de marchés globalisées qui dictent leur loi aux gouvernements, que ce soit pour retrouver de la croissance ou pour créer des emplois, avec ou sans croissance, par exemple par le partage du temps de travail et du salaire. Elle n'assure pas davantage leur sécurité face à la poussée de menaces soit immédiates comme la barbarie Islamiste et l'intransigeance sécuritaire d'Israël et le nationalisme russe, soit encore le danger, plus significatif à moyen terme, représenté par l'inextinguible soif de la Chine pour les matières premières et par la course aux ressources qu'elle va tôt ou tard provoquer.

Le choix des options doit être envisagé à la fois sous l'angle du but à atteindre et de la voie pour y parvenir.

Le but consiste à tendre vers soit une Europe intergouvernementale, soit une Europe fédérale. Ce n'est pas une question de degré d'intégration politique mais de nature de celle-ci: ou bien on vise les Etats Unis d'Europe ou bien une Organisation des Nations-Unies européenne. De mon point de vue, la première formule marchera, la deuxième pas.

Quant à la voie, elle peut être soit celle d'une Europe qui procède par petits pas en utilisant l'urgence et les événements comme levier d'action, soit celle d'une Europe qui franchit un seuil en termes de partage de la souveraineté et de transfert des ressources, ce qui requiert d'abord une vision pour la future Europe et ensuite une révision des Traités.

La route à suivre doit être éclairée par l'objectif à atteindre.

Faire un choix entre un scénario dur et un scénario doux, implique d'abord de considérer les circonstances et les événements dans la mesure où ceux-ci sont très importants, peut-être les plus importants pour le changement. Ainsi en irait-il d'une crise sociale rémanente qui s'envenimerait ou de menaces externes graves qui constitueraient sans doute un puissant incitant à aller de l'avant. Par ailleurs il faudra susciter une conscience européenne qui transcende, et non qui supprime, les identités nationales de manière à construire un vrai *demos* européen, condition fondamentale de la légitimité démocratique. C'est la seule alternative à la suprématie d'un Etat membre sur les autres et au pouvoir

sournois à une technocratie bruxelloise enfermée dans le costume étroit d'un économisme de type néolibéral pur.

Une identité politique ne se décide pas par décret du sommet vers la base. Elle doit émerger de la base vers le sommet grâce à l'éducation, au débat, à l'expérimentation et à la participation à des actions collectives. Il y aura toujours des identités nationales basées sur la culture, la mémoire et les émotions partagées. Cependant, une conscience européenne est possible. C'est affaire de raison et d'éthique mobilisées pour un projet commun à mener ensemble. Cette conscience doit donc reposer sur la perception d'une communauté de destin: l'idée que nous sommes dans le même bateau et que nous partageons les risques et périls du voyage.

Que l'Europe développe ou non un sens de destinée commune est crucial pour répondre aux questions suivantes.

Est-il raisonnable aujourd'hui d'envisager un but ambitieux pour l'Europe dans l'état actuel de l'opinion publique étant donné qu'un changement du Traité de Lisbonne serait vraisemblablement rejeté dans un pays ou l'autre?

Y'a-t-il une alternative à cette avancée radicale? Par exemple, pourrait-on procéder pas à pas par des réalisations techniques qui prépareraient la voie pour un progrès significatif plus tard lorsque les circonstances s'y prêteront mieux. Ce ne serait plus alors un saut dans l'inconnu.

Ma réponse est que nous devrions faire les deux.

Nous devons d'abord «identifier l'étoile au-dessus de l'horizon» pour guider l'action quotidienne de l'UE, de manière à donner aux Européens le sens de la direction à suivre: un modèle de développement commun sans lequel il n'y a pas d'euro solide, et une défense commune sans laquelle il n'y a pas de politique extérieure efficace.

Entre-temps, nous devons aussi avancer sur une série de points concrets qui seront autant de pas en avant dans la direction choisie.

**Gouvernance** de l'Eurozone et **mutualisation** partielle de la dette

**Stabilisateurs automatiques** par la connexion des systèmes nationaux d'indemnisation du chômage

**Union bancaire:** mise en œuvre du mécanisme de résolution et institution d'un schéma de garantie des dépôts

**Régulation financière:** ramener la finance dans son lit

**Taxation:** taxation européenne pour les sociétés de la zone Euro

**Investissement:** effort massif en réseaux et en innovation et Recherche. Développement à travers des *Project Bonds*

**Energie et climat:** mise en place d'un marché unique et lancement d'une stratégie commune d'économie et de diversification des sources d'énergie, en vue d'un accord global sur le climat

**Sécurité et Défense:** marchés publics communs liés à une coordination opérationnelle effective entre armées nationales

**Elargissement et «voisinage»:** gel de l'élargissement

**Commerce:** arrêt du projet TTIP/TAFTA et amorce d'une libéralisation plurilatérale

## 2) **Revitaliser la démocratie et la société**

Quel que soit le but et quelle que soit la voie, nous devons déplacer les principaux obstacles qui jalonnent notre route et ceux-ci ne sont pas extérieurs mais intérieurs. Deux questions se posent ici.

Premièrement, l'Europe est-elle aujourd'hui suffisamment forte moralement pour faire jaillir l'énergie politique nécessaire à un grand accomplissement? Deuxièmement, comment pouvons-nous rendre son énergie à l'Europe? Comment pouvez-vous, vous Directeurs et Maîtres des écoles de la Compagnie de Jésus, énergiser l'Europe? Parce qu'en l'occurrence au-delà des connaissances, la pensée et l'éducation sont capitales dans la construction d'un nouvel esprit européen. Et cela, c'est une tâche pour les Maîtres.

Regardons de plus près la démocratie et la société européennes qui sont étroitement imbriquées.

### (i) **La démocratie se détériore en Occident et particulièrement en Europe**

Avec la mondialisation de l'économie, la politique a renoncé à son emprise sur les forces du marché. La globalisation a ouvert un écart de gouvernance entre les marchés et la politique et par là même un écart entre les dirigeants politiques et les citoyens. Après les deux dangereuses utopies totalitaires du XXème siècle, le communisme et le fascisme, nos démocraties ont fait allégeance «aux marchés efficaces et qui se régulent d'eux-mêmes». Appelons cela l'utopie néolibérale, qui est très éloignée du libéralisme économique et politique traditionnel. Les causes sont multiples.

D'abord, la crise sociale handicape aujourd'hui sévèrement les syndicats et les associations sociales mutilant leur pouvoir de négociation ainsi que leur capacité à lutter pour la justice.

Ensuite, les citoyens sont pris au piège de la complexité qui existe à deux niveaux. D'une part, la complexité des institutions à différents niveaux (Europe-Etat-Région) pose des problèmes de responsabilité et de transparence; d'autre part, la complexité des matières traitées par le politique, notamment au niveau européen, (finance, OGM, énergie nucléaire, industrie du numérique) fait que les experts dominent les politiques tandis que les régulateurs publics se trouvent eux-mêmes à la merci des opérateurs de marché.

Enfin, les citoyens sont traités comme des consommateurs ou des usagers par les media et les politiciens. Ils ont perdu confiance dans la valeur de l'effort collectif, alors que seul celui-ci peut fournir le contrepouvoir nécessaire pour contenir et corriger les excès du capitalisme.

C'est pourquoi les démocraties européennes se révèlent impuissantes à la fois devant la crise économique et sociale à l'intérieur de l'Europe, et face aux menaces extérieures. Depuis les années Reagan et Thatcher, la justice sociale a cessé d'être la préoccupation première des forces progressistes. Cette diversion de focus a aggravé la tendance de fond vers plus d'inégalités. Les forces progressistes ont remplacé la justice sociale par l'environnement dans leurs priorités. Celui-ci, est en effet un problème crucial sinon une question vitale pour la planète et pour nous. Mais il ne peut pas être poursuivi aux dépens de la justice. La justice intra-générationnelle demeure plus importante que la justice intergénérationnelle parce que les générations futures jouiront des bénéfices des innovations technologiques et sociales pour s'accommoder de leur propre environnement, pourvu que nous le préservions pour elles.

Nos démocraties ont aussi porté l'extension du champ des libertés et droits individuels, jusqu'à des limites extrêmes, parfois aux dépens de la famille, traditionnelle ou recomposée, et des personnes. Toutes les nouvelles législations sur les libertés et sur l'égalité, nient parfois les différences naturelles ou exploitent toutes les possibilités de la technologie sans frontières éthiques claires, par exemple dans les domaines sensibles du genre, de l'homosexualité, de la procréation pour autrui, des manipulations génétiques ou de l'euthanasie; elles représentent à la fois une avancée et un danger. Nous marchons sur le fil du rasoir. En particulier, la tendance transhumaniste comporte des risques graves pour l'intégrité physique et morale des individus. A mon avis, nos démocraties se focalisent sur la demande sociétale parce qu'elles ont jugé le combat pour la justice trop difficile face à la mondialisation. Pourtant, la justice est la condition

de la liberté pour le faible et pour le pauvre. Pour les Chrétiens, la justice ne peut pas être dissociée de l'amour.

Les démocraties européennes ont aussi abandonné la responsabilité de leur sécurité aux Etats-Unis et se conduisent, de ce point de vue, en passagers clandestins. Mais ceux-ci n'en veulent plus, car ils ne sont plus en mesure de l'exercer et ils ont désormais l'Asie pour priorité. Un fois unifié, un continent comme l'Europe devrait prendre la responsabilité de sa propre sécurité et il n'y a pas d'autonomie stratégique sans défense commune.

Les démocraties européennes traversent une passe dangereuse parce qu'elles sont insidieusement sapées par le scepticisme et le désenchantement qui prévalent chez les citoyens. Les politiciens sont perçus comme des managers ou des communicateurs, pas comme des leaders ou des «bons bergers» Comme les besoins du marché prennent le pas sur les besoins de la société, le monde des affaires impose son agenda. L'affaiblissement des balises éthiques et politiques a brouillé la délimitation entre la gauche et la droite avec les sociaux-libéraux d'un côté et les conservateurs-libertaires de l'autre.

Aucun discours politique ne vient éclairer le chemin à parcourir. Le néolibéralisme radical et le pragmatisme guident la conduite de tous les gouvernements qu'ils soient de gauche ou de droite. Un vide idéologique s'installe dans cette vacance spirituelle et éthique. Les Droits de l'homme et la démocratie perdent de leur acuité et de leur force, ils deviennent le mantra d'une foi perdue. Nos démocraties deviennent vulnérables au populisme et donc à l'autoritarisme. Le vrai humanisme recule. Le formidable ajustement social, politique et culturel requis par le triple choc de la globalisation, de la crise du capitalisme de marché et de l'écologie, se met en place sans fil rouge et sous la pression des événements. Nous sommes un troupeau qui marche dans le brouillard. Nous avons besoin d'un compas et d'une carte routière. Mais nous avons encore plus besoin de développer un guide interne à l'Europe, un idéal commun de la justice et de la fraternité qui transcende les frontières et qui tende vers l'humanisme universel.

La démocratie ne peut pas être simplement «la plus mauvaise forme de gouvernement en dehors de toutes celles qui ont été essayées» selon l'assertion célèbre, mais un peu condescendante, de Churchill. La démocratie ouvre un espace pour la responsabilité individuelle et l'engagement de chaque citoyen. Pour cela, elle implique la participation active de tous les citoyens, d'où l'importance de l'éducation, de l'esprit critique et des principes moraux. La démocratie a également besoin de former et de recruter des élites disposant des connaissances professionnelles nécessaires mais aussi de solides repères



éthiques et émotionnels. D'un point de vue anthropologique, une démocratie vaut autant ou aussi peu que valent ses élites.

Les écoles de Jésuites ont la responsabilité d'éduquer les élites sociales de sorte que la jeune génération apprenne à ne pas ajouter de nouveaux privilèges à ceux qu'elle a déjà, mais à mettre ses privilèges au service de la communauté. Il est nécessaire que les élites politiques aient des principes moraux, une stabilité émotionnelle et une force spirituelle de manière à développer un projet ambitieux pour l'Europe. L'Europe a besoin aussi d'une intelligentsia européenne pleine de vie et de créativité.

La capacité de traduire les valeurs dans les institutions, les politiques et les pratiques sont le signe d'une démocratie efficace. La démocratie européenne est en crise parce qu'un fossé se creuse entre la rhétorique et la pratique. Les origines de ce fossé se trouvent dans une société en crise.

### **(ii) La société moderne s'écarte de l'héritage de la civilisation européenne**

La société moderne, façonnée par les forces jumelles du capitalisme et de la technologie, déjà identifiées comme les principaux pilotes de notre modernité, part à la dérive et s'écarte de l'héritage de la civilisation européenne.

Nos économies produisent et diffusent l'innovation à une allure et une profondeur sans précédent. Cependant, elles le font de plus en plus au travers de mécanismes commerciaux (droits de propriété intellectuelle et accès inégal aux meilleurs collèges et universités) qui font qu'une économie de connaissance l'emporte sur une société de la connaissance. Si ces mécanismes demeurent indomptés, le capitalisme et la technologie continueront à éroder les vraies valeurs de la civilisation européenne héritées de la Chrétienté, des Lumières et des conflits sociaux contre le capitalisme dickensien des XIX et XXème siècles.

Quelles sont ces valeurs? La dignité humaine, l'égalité en dignité, la liberté et la justice! Ces valeurs ont nourri en Europe une préférence collective pour l'égalité et un sens profond de la solidarité. Pendant longtemps, elles ont été la marque de fabrique de l'Europe dans le monde. Moins maintenant.

Quelle sorte de société a fait surface alors au cours des dernières décennies? Quelles sont les principales dérives morales et anthropologiques qui minent notre capacité à revitaliser la démocratie en Europe?

Nos sociétés européennes ont certes accompli des progrès majeurs en termes de droits de l'homme et de libertés individuelles, d'égalité entre les hommes et les femmes qui reste encore un défi, de niveau général d'instruction, ou de services

et de soins pour les personnes handicapées. Pourtant, en dépit de toutes ces avancées, nos sociétés affichent de sérieux symptômes d'un «malaise dans la civilisation», selon le mot prémonitoire de Freud avant la guerre 40-45:

- l'individualisme sans personnalisation a donné naissance à un «triangle néfaste» de narcissisme, de solitude et de peur.
- le relativisme et l'indifférence se déguisent en tolérance.
- le matérialisme se nourrit de la perte de transcendance et du questionnement spirituel.
- la mobilité géographique incessante (la bougeotte) et la connexion en ligne 24 heures sur 24, sept jours sur 7, sont poussées à un point de comportement névrotique (divertissement, surinformation, addiction au travail).

Le retour à un nihilisme latent constitue la toile de fond: plus rien n'a vraiment de sens.

L'UE se ressent de cette crise de la société qu'elle contribue à entretenir par son vide spirituel et pas sa perte du sens du tragique de l'Histoire. Comme nous l'avons souligné précédemment, l'UE est une construction économique et technocratique davantage connectée aux forces du marché qu'aux forces de la société. Elle est conduite depuis le début par une a-pensée fonctionnaliste axée sur le marché et, pour cette raison, elle s'est révélée perméable à la «*pensée unique*» néolibérale et a débouché sur une culture technocratique et bureaucratique. L'Europe d'aujourd'hui s'écarte de l'esprit européen fait de la sagesse de la Grèce antique, de la dignité humaine portée par la tradition judéo-chrétienne, de la «*raison critique*» héritée des Lumières et du sens de l'action collective porté par les ouvriers dans les luttes pour leurs droits au cours des XIX et XXème siècles. La société européenne est donc en train de se séparer de l'humanisme moderne, à la fois chrétien et séculier.

La conséquence en est une société gagnée par le scepticisme, avec des attentes spirituelles très basses, marquée par une grande fatigue politique. Privée d'un projet à long terme, l'Europe garde une attitude de spectateur plutôt que d'acteur face aux événements internationaux.

Comment combattre l'anémie spirituelle et l'érosion éthique en Europe? Dans nos sociétés séculières et pluralistes, toutes les forces philosophiques et religieuses doivent être mobilisées dans le combat pour un humanisme européen revitalisé et enrichi d'une perspective universelle. Les Chrétiens, dont la mission singulière est d'être le sel de la terre, doivent se porter en première ligne. Ici, la spiritualité ignacienne est une arme puissante et moderne pour engager la réconciliation avec Dieu, avec soi-même et avec les autres, à l'intérieur de l'Europe et dans le monde. La réconciliation fournit la force intérieure pour

s'engager dans cette bataille pour l'Homme. L'explosion d'énergie nécessaire pour tirer l'Europe de sa léthargie et de sa paralysie se trouve à l'intérieur de nous. Nous avons à la libérer du matérialisme et de l'individualisme ambiants et asphyxiants. Alors, nous rassemblerons la sagesse et l'énergie collective nécessaires pour nous engager dans la tâche de la construction d'une conscience européenne pour le troisième millénaire.

Qu'est ce qui fait une conscience européenne?

## **CONCLUSION: UNE CONSCIENCE EUROPEENNE**

Le projet européen doit réconcilier la société avec l'héritage de civilisation européen. La conscience européenne fera le pont entre l'héritage et le projet.

L'idéal européen est la quintessence de quelques principes qui font la singularité de la conscience européenne dans une perspective humaniste.

- Le dernier mot devrait revenir au politique face aux forces du marché et de la technologie. L'Europe est un projet politique. Ce projet concerne la société, l'Homme et la civilisation.
- La réconciliation seule fait le lit d'une paix authentique et vraie. Cependant, pour l'Europe, la paix ne s'arrête pas aux frontières. L'Europe doit s'élever au rôle d'architecte de la paix dans le monde et pour le monde, une paix bâtie sur un accès équitable aux ressources rares, sur la règle de droit, et sur la coopération entre les pays riches et les pays pauvres au sein d'un ordre politique et économique multilatéral.
- L'ouverture est une nécessité pour l'Europe. Les Européens, pour des raisons géographiques et historiques, doivent voir l'immigration comme un plus, et le cosmopolitisme de la société comme un bienfait destiné aux échanges de différences.
- L'Europe signifie également solidarité et générosité : en Europe, le fort devrait protéger le faible et le riche partager avec le pauvre.

- La responsabilité face aux problèmes du climat et de l'environnement réclame un nouveau style de vie, plus sobre, et donc d'autres incitations pour les jeunes générations que l'accumulation des biens et le consumérisme.
- L'Europe devrait s'organiser elle-même en une entité à deux vitesses, avec un noyau avancé à partir de l'Eurozone, que nous pourrions renommer «Communauté Européenne» ouvert sur une Union Européenne plus large, de manière à combiner dynamisme du cœur et intégration pour le continent entier.

La vocation universaliste de l'Europe est de servir comme continent pionnier pour la promotion de l'humanisme, de la démocratie et de la justice dans le monde, et de mettre au point les institutions et les régulations multilatérales nécessaires pour faire avancer l'humanité sur le chemin de la paix, de la prospérité équitable et du progrès spirituel.

Un tel défi réclame une force intérieure élevée. La spiritualité ignacienne est une source extraordinaire de force intérieure parce qu'elle puise son Espérance dans la Résurrection de Jésus-Christ. En tant que proviseurs et directeurs de la Compagnie de Jésus, vous comptez parmi les architectes et les bâtisseurs de la Renaissance européenne.

\*\*\*\*\*